

A BABORD TOUTE !

bulletin des adhérent(e)s et sympathisant(e)s malouin(e)s de la Ligue Communiste Révolutionnaire (SFQI)



N° 15
Mai - 2005

Une autre Europe est possible

NON à la
Constitution

OUI
à l'Europe des
travailleurs



LE NON DOIT, LE NON VA GAGNER !

Nous sommes dans la dernière ligne droite avant le 29 mai, et la partie s'annonce très serrée. Les sondages, qui ne donnent que des indications, montrent que les intentions de vote sont à 52 % pour le NON et 48 % pour le OUI.

Le NON a déjà gagné une première bataille: il a marqué la campagne, par la gauche, par le social. C'est le résultat de toutes les luttes sociales que connaît le pays depuis des années. Dans les dernières semaines, les mobilisations sociales, comme le 10 mars ou le 16 mai, ont à chaque fois fait remonter le NON.

Ce NON exprime le rejet des politiques libérales menées depuis une vingtaine d'années.

Le NON gagnant, c'est l'espoir du changement

Le NON gagnant, c'est une énorme victoire morale pour les peuples, ce peut être un encouragement pour les luttes, et d'abord pour dire Non à Chirac et à sa politique. Si Chirac, grand chef du Oui perd, il faudra qu'il parte !

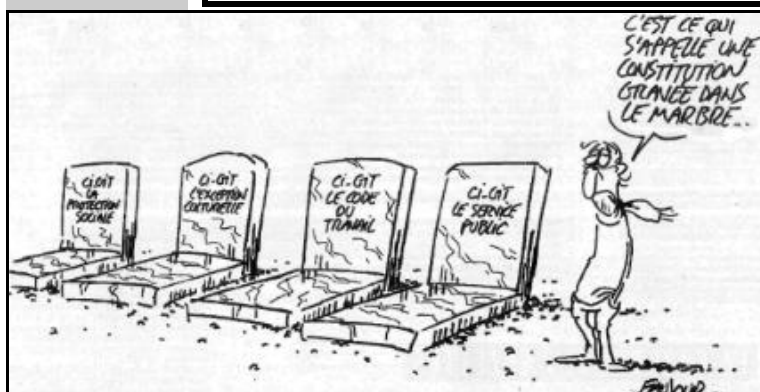
Mais il peut y avoir aussi un grand changement en Europe. Le Non du 29 mai en France sera contagieux, aux Pays-Bas, au Danemark. C'est la possibilité pour les peuples d'Europe de faire irruption sur la scène démocratique et sociale, d'arrêter le processus de construction libérale, d'exiger une nouvelle discussion sur le fond, et d'ouvrir un « processus constituant », pour une nouvelle Europe au service des peuples et des travailleurs. Et cela avec des millions de citoyens de toute l'Europe, pas en catimini avec des experts libéraux. Dans cette nouvelle situation, le monde du travail, les salariés, leurs syndicats et associations devront mettre à l'ordre du jour un plan de mesures d'urgences sociales et démocratiques de rupture avec le libéral-capitalisme :

- en finir avec les licenciements collectifs et garantir un emploi stable, notamment en discutant d'une loi d'interdiction des licenciements pour les entreprises qui font des bénéfices organiser une harmonisation des droits sociaux et démocratiques par le haut, en prenant le meilleur de ce qui a été conquis dans chaque pays
- aller vers un Smic européen
- défaire toutes les privatisations qui ont été réalisées ces vingt dernières années et relancer les services publics dans le cadre de grands services publics européens
- répartir les richesses en s'attaquant à la logique du profit capitaliste pour satisfaire les besoins sociaux.

**Voilà quelques premières propositions à discuter, pour changer vraiment !
D'ici là, pas de relâchement ! Nous y sommes presque !**

Chaque semaine, laissez
Rouge
habitués de la LCR

impression
photocopie



**DIMANCHE 29 MAI à partir de
20H30,**
RETROUVONS NOUS A L'INVITATION DU
DU COLLECTIF DU PAYS MALOUIN POUR UN
NON DE GAUCHE

Invitez vos parents et amis!

LE JOUR D'APRES....

Le NON va l'emporter, nous en sommes convaincus...

Mais même si tel n'était pas le cas, il demeurerait que la campagne unitaire menée à travers l'appel des 200 a constitué une formidable dynamique, rassemblant de manière inédite, sur une plate-forme anti-libérale claire **un arc de forces politiques significatives** (PCF, LCR, minoritaires du PS, des Verts et des régionalistes, militants associatifs et syndicalistes mais également des anciens et jeunes politisés ou inorganisés...). Nous sommes bien placés à Saint-Malo pour avoir vécu cette grande diversité et cet élan unitaire qui n'est que l'expression du mécontentement des salariés et des classes populaires et de leur volonté de dire STOP aux politiques libérales.

Une victoire du NON provoquera un nouveau choc politique tant au niveau des institutions françaises et européennes qu'à l'intérieur des partis de la gauche française.

Une victoire du OUI perturbera probablement la dynamique militante et sociale révélée pendant la campagne mais n'annulera pas la politisation et la prise de conscience de millions de travailleurs, de chômeurs, de jeunes et de retraités rencontrés et mis en mouvement ces 6 derniers mois.

LE 30 MAI, ON CONTINUE !

Si le NON l'emporte, la priorité des artisans du NON DE GAUCHE sera de **pousser l'avantage** en soulignant le nouveau désaveu que représente cette victoire pour la droite au pouvoir :

- désaveu pour Chirac, celui qui après avoir posé la question s'est autoproclamé le chef du OUI,
- désaveu pour le gouvernement et sa majorité parlementaire qui ont rendu possible la ratification du traité constitutionnel, le 28 février à Versailles.

Le NON aura disqualifié Chirac et la majorité parlementaire pour être les représentants du peuple de France dans les renégociations futures du traité. Nous devons demander la dissolution de l'Assemblée nationale et la démission de Chirac.

Pour ce faire, nous proposons :

- de maintenir la dynamique unitaire née pendant la campagne référendaire,
- de continuer à faire fonctionner, débattre et agir les 800 collectifs du Non de gauche,
- de les fédérer au niveau régional et national,
- D'établir une plateforme de lutte contre la politique libérale menée par l'Union Européenne et le patronat

**Pour recevoir ou faire recevoir,
A BABORD TOUTE !**

Nous communiquer votre adresse postale ou votre adresse e-mail.

**Pour soutenir
A BABORD TOUTE !**

Un petit chèque de 15 E à l'ordre de J. ROGER-TREHERNE à adresser à CCP RENNES 0626712 F 034

**Pour contacter
A BABORD TOUTE ! ou la section
LCR de Saint-Malo :**

Par e-mail : ababordtoute@voila.fr
Par téléphone : 0688745755

Si le NON ne parvient pas à l'emporter, les conditions seront évidemment différentes et les possibilités seront plus modestes, mais nous proposerons :

- de maintenir la dynamique unitaire née pendant la campagne référendaire et de continuer à faire fonctionner les collectifs,
- De résister unitairement aux politiques libérales menées par l'Union Européenne, le gouvernement et le patronat.

BREVES DE PONTONS

GROUPUSCULE TOI-MEME !

Dans le *Pays Malouin* du 21 avril, M. GENDROT, conseiller municipal radical de gauche, faute de réels arguments pour justifier son « oui » au traité constitutionnel européen, nous distille quelques propos que l'on jugerait insultants si la campagne du référendum ne nous avait tanné le cuir... Voilà qu'il accuse par exemple certains « groupuscules » d'influencer – et pourquoi pas de manipuler ? - des syndicats et des associations...

A propos de groupuscule, tu aurais du, GENDROT, comparer le nombre de voix obtenu par le candidat du PRG aux dernières cantonales de Saint-Malo Sud (234 voix) à celles réunies par celui de la LCR (447) ou du PCF (213).

Plus généralement, il eut été plus pertinent de nous expliquer pourquoi dans ton propre parti, des dirigeants aussi éminents que Christiane TAUBIRA ou Emile ZUCARELLI se sont positionnés en faveur du NON, participant ainsi à ce que tu appelles la diffusion d' « arguments pour la plupart trompeurs et mensongers ».

M. LE DEPUTE, QUE FAISIEZ-VOUS LE 16 MAI (LUNDI DE PENTECOTE)?

Le gouvernement Raffarin nous a infligé une campagne de culpabilisation, dirigée contre celles et ceux qui souhaitaient maintenir leur journée de repos du lundi de Pentecôte.

Mais qu'ont décidé les députés pour cette journée ? Tout simplement de se mettre en vacances.

Comme quoi fraternité et solidarité tant vantées – pour une fois – par le gouvernement ne sont pas partagées, y compris par ceux qui ont voté la loi créant la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, censée collecter les 2 milliards d'euros générés par la suppression d'un jour férié.

LE OUI EN COULEUR ET SUR PAPIER GLACE

Tous les observateurs de la campagne référendaire se seront aperçus facilement de l'extrême disproportion de moyens matériels entre les tenants du OUI et les militants du NON DE GAUCHE. Il n'y a qu'à comparer les tracts et documents diffusés par les uns et les autres. D'un côté des plaquettes en quadrichromie et sur papier glacé. De l'autre, des tracts noir et blanc laborieusement créés sur traitement de texte et dupliqué artisanalement. Heureusement que l'argent ne fait ni le bonheur ni la conviction des militants.

CENSURE !

Marc PERRIER, élu de la liste Remunicipalisation et démocratie communale à Saint-Malo, n'aura pas pu utiliser la colonne du journal « SAINT-MALO MAG » pour s'exprimer sur le référendum. Le censeur communal est, sans doute, venu lui rappeler que la revue communale n'acceptait que le « politiquement correct », à l'instar de l'article – pourtant assez tendancieux - que l'on trouve à la page 33 de la même revue et relatif au journaliste P. VERDEAU